

# Expression des conseillers municipaux

Conformément à la loi du 27 février 2002, « un espace est réservé dans le bulletin municipal à l'expression des conseillers municipaux ».

## ÉLUS SOCIALISTES ET APPARENTÉS

### ➔ Hommage à Henri Loorius

En cette fin du mois d'octobre, nous, élus socialistes de la municipalité de Dunkerque auxquels se joint l'ensemble des élus dunkerquois, nous tenons à rendre hommage à notre ami Henri Loorius, disparu suite à une fulgurante maladie, quelques semaines après le décès de son fils Éric.

Henri Loorius nous manquera. Énormément... D'abord pour le militantisme qu'il a toujours su mettre en évidence lors de ses années de mandat, derrière Michel Delebarre, au sein de la municipalité de Dunkerque. Il était un grand militant du logement social que ce soit en tant qu'élu, en tant que président de l'ADAL, association de locataires, en tant que locataire lui-même, présent dans son quartier des Glacis depuis de très nombreuses années.

Sa science du logement social, sa vision politique, ses prises de position souvent « musclées » mais toujours en faveur de ceux qui sont les moins favorisés nous manqueront incontestablement dans le travail que nous effectuons, jour après jour, au bénéfice des Dunkerquoises et des Dunkerquois.

### Amoureux des Glacis

Son contact n'était certes pas toujours facile tant, au fil des années, Henri était devenu le spécialiste du logement social, politique et technique, et il ne comprenait pas toujours que d'autres élus puissent également s'y intéresser. Mais c'était constamment l'intérêt général et la fidélité indéfectible qu'il accordait à notre chef de file, Michel Delebarre, qui finissait par l'emporter. Le caractère d'Henri nous manquera également.

Amoureux du logement social, il l'était également de son quartier des Glacis dont il avait suivi, dans le moindre détail, toutes les opérations d'embellissement, de construction, de rénovation. Y habitant depuis des décennies, il connaissait tout le monde et tout le monde le connaissait. Il était le véritable maire des Glacis et c'était tout à fait légitime que lui fut proposé, à l'orée des élections municipales de mars 2008 de venir le premier maire-adjoint des Glacis qui devenaient par là même un quartier à part entière de Dunkerque.

Henri était également un militant socialiste de grande qualité ne se lassant jamais de défendre la condition ouvrière, ferment de nos idéologies. Il ne se lassait jamais de mettre en garde les responsables socialistes, même au plus haut niveau, contre les dérives qui auraient pu, leur faire oublier le milieu ouvrier où est né le socialisme.

Henri Loorius était un homme de foi, un homme de conceptions, un visionnaire du logement social. Il était particulièrement attaché à sa famille et la maladie puis la disparition de son fils aîné, Éric, voici tout juste quelques semaines, l'avaient meurtri. Aujourd'hui, les élus dunkerquois, socialistes et autres, présentent à Marie-Antoinette, la veuve d'Henri Loorius, à Xavier et Sandrine, ses enfants, à tous ses proches, leurs condoléances les plus sincères et attristées, déplorant la perte d'un collègue passionné, militant et fidèle.

## ÉLUS L'ÉCOLOGIE « LES VERTS »

### ➔ Une Europe qui partage et protège

par Nicolas Hulot et François Chérèque, extrait de l'article paru dans Le Monde, le 9 septembre 2008.

« Pour sortir de l'impasse, l'Union doit répondre à la fois à la question écologique et à la question sociale. »

« Au moment où les crises - énergétique, alimentaire, financière, sociale - convergent dangereusement et multiplient les victimes sur la planète, nous avons plus que jamais besoin d'Europe. C'est notre meilleur socle pour répondre collectivement aux enjeux de l'époque et construire un modèle de société qui mette enfin l'économie au service de l'humain. Or voici que l'Europe ajoute sa propre crise à celles qui accablent le monde. Quoiqu'on pense des raisons, très hétérogènes, du refus irlandais du traité de Lisbonne, celui-ci révèle encore une fois le déficit de l'institution européenne vis-à-vis des peuples qui la composent. L'Europe telle qu'elle se fait soulève de moins en moins de désir d'adhésion. (...) »

« La clé réside dans le choix de mettre résolument en œuvre une ambitieuse politique écologique et sociale et de faire de celle-ci la colonne vertébrale et le moteur de la construction européenne. (...) Question écologique et question sociale ne se sont jamais opposées dans la mesure où les ressources naturelles constituent la base des activités humaines. Mais elles sont plus indissociables et urgentes que jamais : c'est en économisant l'énergie que l'on préservera le climat et le pouvoir d'achat, c'est avec des logements mieux isolés que l'on réduira à la fois les gaz à effet de serre et les factures de chauffage, c'est en favorisant les activités de proximité que l'on évitera les déplacements automobiles et que l'on confortera l'emploi local (...), c'est en préservant l'air, les océans, les fleuves, les sources, les sols, les forêts, que l'on permettra à la condition humaine de s'épanouir plus harmonieusement. »

Nous contacter : [verts-nord-littoral.ouvaton.org](mailto:verts-nord-littoral.ouvaton.org) / 27 rue du Maréchal French, 59140 Dunkerque. Tél. 03 28 26 59 78.

## ÉLUS COMMUNISTES

### ➔ Après la DSU, la taxe professionnelle

L'Association des Maires des Grandes Villes de France (AMGVF) s'alarme de l'annonce, par le président de la République, de l'exonération définitive de taxe professionnelle des investissements nouveaux qui seraient réalisés à partir du 23 octobre 2008 jusqu'au 31 décembre 2009.

Cette décision, lourde de conséquences pour les communes et leurs EPCI, dont la TP est la première source de financement, est prise sans qu'aucune concertation n'ait été engagée avec les élus locaux, tant sur le principe que sur les ressources de remplacement. Pourtant, le gouvernement avait assuré le 10 juillet dernier qu'aucune réforme ne serait décidée tant qu'une concertation approfondie n'aurait pas eu lieu avec les associations d'élus.

L'annonce d'une nouvelle exonération est toujours une mauvaise

nouvelle pour les collectivités. En effet, les compensations d'exonération ne durent jamais longtemps, l'État utilisant systématiquement ces remboursements pour ajuster son propre budget. Ainsi, le projet de loi de finances 2009 prévoit de réduire de 23 % les compensations d'exonérations fiscales de taxe professionnelle et de taxe sur le foncier bâti dues par l'État aux collectivités locales.

Comme le déclare le président de l'AMGVF, « on peut s'interroger sur la cohérence d'une politique qui présente le soutien à l'investissement comme sa priorité, et qui réduit les capacités financières des collectivités locales. Or les collectivités locales qui sont à l'origine de 73 % des dépenses d'équipement public soutiennent l'activité économique et l'emploi dans des secteurs non délocalisables, comme le bâtiment et les travaux publics ».

67 rue de l'Amiral Ronarc'h, Dunkerque - Tél. 03 28 66 33 22 - Fax 03 28 66 33 16 - <http://dunkerque.gauchepopulaire.fr/> - [particom@free.fr](mailto:particom@free.fr)

## ÉLUS RADICAUX DE GAUCHE

➔ Alors que le projet de loi de financement de la sécurité sociale, le PLFSS 2009, entre en débat au Parlement, avec ses restrictions et ses restes à charge de plus en plus lourds pour les assurés sociaux, alors que va sortir la loi Bachelot « hôpital, patients, santé, territoires » rationnant encore plus nos établissements de santé, nous nous réjouissons d'avoir, depuis trois mandats, axé notre action, autour de Michel Delebarre, à améliorer le cadre de vie de nos concitoyens car c'est cela l'avenir. En effet, se soigner coûtera de plus en plus cher et la meilleure approche reste la prévention.

Le récent congrès francophone des villes santé de l'OMS nous a permis de mesurer le chemin accompli : la santé commence par bien vivre dans sa ville, dans son quartier, par la participation à la vie associative, la pratique d'une activité physique régulière.

Si Michel Delebarre a accepté que nous entrions dans le réseau européen des villes santé de l'OMS, c'est pour poursuivre ce travail en allant partager les expériences des autres villes européennes et en les appliquant sur notre territoire pour le bien de tous, dans les nouveaux quartiers, dans les nombreuses rénovations mises en route et dans les autres quartiers selon leurs spécificités. Au près de notre maire, Henri Loorius a largement participé au mieux vivre à Dunkerque en combattant sans relâche l'habitat insalubre et en participant activement à la transformation des quartiers, l'ouverture du pôle santé ces jours-ci au Jeu de Mail en est la parfaite illustration.

Contact : PRG, 36 avenue de la Mer, 59240 Dunkerque.

## ÉLUS MOUVEMENT RÉPUBLICAIN ET CITOYEN

➔ Mois après mois, les effets de la crise financière ne cessent de s'étendre. Chaque jour qui passe annonce son lot de mauvaises nouvelles. On annonce même la baisse de la rémunération du livret A alors qu'il vient de passer à 4 % il y a quelques mois à peine. Désormais, plus personne n'ose nier l'ampleur de la catastrophe. Le gouvernement qui n'a cessé de dire que la crise était derrière nous depuis août 2007, fait volte-face depuis quelques jours. En réalité, nous sommes à la fin d'un cycle histo-

rique ouvert par Ronald Reagan et Margaret Thatcher qui avaient vu le triomphe de l'idéologie néolibérale dont le concepteur était Milton Friedman, économiste de « l'école de Chicago ». Trente ans plus tard, les ravages sont là et les conséquences de la crise sur l'économie réelle ne font que commencer hélas. De quel mal souffrons-nous ? D'avoir depuis des décennies mené des politiques au niveau international uniquement en faveur du capital contre les revenus du travail.

L'effondrement des salaires au profit des actionnaires ne pouvait conduire qu'à la mise sur pied de politiques basées sur l'endettement des ménages, en particulier aux USA. Les ménages américains sont en effet endettés à plus de 130 % de leurs revenus, ce qui est intenable. L'irresponsabilité des banques et des Bourses, la croyance quasi religieuse dans la « main invisible du marché », ont fait le reste. Aujourd'hui, seul l'État a les moyens de faire face. Seuls les États en agissant de façon coordonnée pourront tracer les perspectives nécessaires. Dans de pareilles circonstances, tous les critères de Maastricht ont volé en éclat. Dès 1993, nous le disions, mais on n'a pas voulu nous entendre.

Aujourd'hui, ce sont les États qui doivent reprendre la main, ne pas hésiter à nationaliser, à réguler, à orienter, notamment dans le domaine financier pour avoir une grande politique d'investissement, dans le domaine industriel, de la recherche, de l'éducation, de la santé, de la justice... L'Union européenne ne survivra qu'à ce prix, car il ne faut pas se bercer d'illusion, c'est aussi l'existence même de l'Union européenne qui se joue.

Pour contact : [clnicolet@wanadoo.fr](mailto:clnicolet@wanadoo.fr)

## ÉLUS LES ALTERNATIFS

### ➔ Octobre : un mois de contraste

Les quelques semaines que nous venons de vivre nous ont remis en mémoire deux éléments forts qui caractérisent la société dans laquelle nous vivons.

La crise financière a remis en évidence qu'il y a de l'argent dans notre monde et que lorsqu'il faut voler au secours d'un capitalisme défaillant, on en trouve par milliards.

Le décès de Sœur Emmanuelle, lui, nous rappelle, si besoin était, que la misère est partout et qu'agir pour la combattre est une action nécessaire et légitime.

Ces préoccupations parmi d'autres seront au cœur des débats qui animeront le congrès des Alternatifs qui se tiendra à Lyon les 7, 8 et 9 novembre. Jean Claude Moret, André Leroux et Amandine Maire y seront nos représentants. Vous trouverez les éléments préparatoires à ce congrès ainsi que, par la suite, son compte rendu sur le site [www.alternatifs.org](http://www.alternatifs.org) < <http://www.alternatifs.org/>>.

Pour toutes infos complémentaires, vous pouvez contacter : Cindy Bignardi, conseillère municipale déléguée : 06 32 65 24 26 - René Delbarre, délégué communal : 06 17 84 91 76 - Angéline Tancrez, déléguée communale : 06 23 72 35 76 - Olivier Gambée, délégué communal : 06 60 67 65 72, ou écrire au 25 rue de la Paix, 59140 Dunkerque, ou venir nous rencontrer à l'occasion de nos permanences du samedi matin à cette même adresse de 10h30 à 12h.

# Expression des conseillers municipaux

Conformément à la loi du 27 février 2002, « un espace est réservé dans le bulletin municipal à l'expression des conseillers municipaux ».

## ÉLUS « ENSEMBLE POUR DUNKERQUE »

### ➔ Bains dunkerquois : vers de nouvelles aventures

Après de longues années d'agonie, il nous est proposé, dans un premier temps (indéterminé), de réaliser la restauration des façades avant d'entreprendre, dans un second temps (encore plus indéterminé), les grands travaux intérieurs des Bains dunkerquois. Quant aux coûts financiers, ils sont tout autant indéterminés ! Ce qui est sûr par contre, c'est que les Bains dunkerquois, élément exceptionnel de notre patrimoine, risquent de se transformer en arlésienne. Car si la nouvelle vocation du site est aujourd'hui vaguement déterminée, encore faut-il que sa lente réhabilitation aboutisse... Il nous paraît en tout cas dommage de ne pas en faire un lieu de vie, ouvert à tous. L'argent manquerait, nous dit-on, pour un remède global et immédiat. Voire !

Une récente « vision urbaine » ne nous suggère-t-elle pas de déplacer la gare de quelques mètres (!). Lorsque sera chiffrée cette idée, prétendra-t-on toujours que l'argent fait défaut ?

L'argent fait-il défaut lorsque des travaux de voirie, exécutés avant que des immeubles ne sortent de terre, sont finalement à refaire après le passage ravageur de lourds engins ? Exemple parmi d'autres... En réalité, tout est question de choix. Et mieux vaut qu'ils soient judicieux !

### Aux Archives municipales, des visites présidentielles

#### « éclipsées »

La chronologie ouvrant l'exposition « Que la fête commence ! », aux Archives municipales, évoquait les entrées des souverains et chefs d'État dans notre bonne ville. Elle est incomplète.

Faut-il s'étonner de ne pas y trouver Nicolas Sarkozy, venu le 22 mai 2007 ? Sans être passé par l'hôtel de ville, n'avait-il pas été accueilli « de manière très républicaine et conviviale », ainsi que le rapportait Michel Delebarre dans son blog ?

Deux des trois visites du général de Gaulle sont également ignorées ! La première, hautement symbolique, le 12 août 1945, a été relatée par l'historien Maurice Million dans « Visiteurs illustres à Dunkerque ». Le maire, Gustave Robelet, avait alors invité le président du gouvernement provisoire de la République française à signer le nouveau livre d'or de la cité.

La seconde visite remonte au 25 septembre 1959 ; c'était le premier déplacement officiel dans sa région natale du président de la toute jeune V<sup>e</sup> République. Le maire, Paul Asseman, l'a dignement accueilli. Également ignorée la première visite de François Mitterrand, le 25 avril 1983, venu inaugurer l'écluse des Dunes. Le recevant en mairie, Claude Prouvoyeur, qui s'inquiétait en particulier du désengagement financier de l'État au lendemain des premières lois de décentralisation, n'avait pas mâché ses mots !

Il y a toujours quelqu'un pour se souvenir...

#### « Désengagement de l'État »

Ces deux mots, on les entend partout : à la mairie, à la Communauté urbaine, à la Région. Et pourtant, ceux-là même qui les prononcent sont ceux qui ont engagé, en 1982, la décentralisation et qui ont, en même temps, désengagé l'État petit à petit dans le financement des collectivités locales. En 1983 (voir plus haut), lors d'une visite à Dunkerque, François Mitterrand lui-même fut accueilli par ces mêmes mots !

Quand la mémoire nous lâche... l'Histoire nous rattrape.

### Dotation de solidarité urbaine

Instaurée en 1991, la dotation de solidarité urbaine a pour objet de contribuer à l'amélioration des conditions de vie dans les communes urbaines confrontées à une insuffisance de leurs ressources et supportant des charges élevées. Nicolas Sarkozy veut réformer les critères d'attribution de cette dotation et la recentrer vers les villes particulièrement défavorisées. Cette réforme devrait être inscrite dans la loi de finances de 2010. Michèle Alliot-Marie est chargée de piloter la concertation entre l'État et les collectivités locales.

Pour 2009, rien n'est changé et la DSU est en augmentation de 6 % (70 millions d'euros), soit une dotation de 1,164 milliard d'euros.

Dunkerque bénéficie de la DSU comme, par exemple, Bondues et Croix dans le Nord...

Le président de la République souhaite que l'argent aille aux villes où il y a le plus grand nombre de défavorisés et non aux villes les plus riches qui deviennent pauvres en dépensant trop.

*Ensemble pour Dunkerque : Jacqueline Gabant, Daniel Thienpoent, Laurence Wattre, Pierre le Boeuf. 1 passage P. et M. Curie - 59140 Dunkerque.*

## ÉLUS « DUNKERQUE, DEMAIN, AVEC VOUS »

### ➔ Une crise peut en cacher une autre !

Nous voici donc au cœur d'une crise financière du système capitaliste qui frappe des économies anémiées. Elle apporte son cortège de peurs, d'angoisses et de craintes de l'avenir. C'est d'abord une crise financière : la « bulle » financière explose et entraîne les fermetures de banques qui jouaient au yo-yo au lieu d'investir dans l'économie réelle. C'est aujourd'hui une crise économique avec les premières fermetures d'entreprises, le chômage technique et les licenciements massifs. Ce sera demain une crise politique d'ampleur : les néolibéraux qui nous gouvernent se sont lourdement trompés. Hier, ils défendaient le « bouclier fiscal » pour les plus riches au lieu de rembourser la dette : nous n'avons plus de marge de manœuvre pour affronter la crise. Ils naviguent à vue en pleine tempête et les voici aujourd'hui les ardents défenseurs de l'intervention de l'État qu'ils condamnaient. Le PS s'ensable dans ses querelles intestines. Une évidence cependant : l'Europe est le seul vrai espace de riposte à cette crise. Ensemble, nous sommes plus forts. Les anti-Européens aussi se sont trompés.

Mais cette crise va surtout toucher chaque famille. Le premier réflexe sera de tailler dans les dépenses de santé, d'éducation ou de culture. La tâche de l'État et des collectivités est donc d'organiser la solidarité avec les plus démunis. C'est pourquoi, ici, à Dunkerque, plus que jamais, nous défendrons l'idée que la santé est notre bien le plus précieux : ce sont les plus démunis qui sont en mauvaise santé, ils le seront encore plus dans la crise. Nous demandons sans cesse à la ville et à la CUD un plan santé pour tous, en particulier les enfants. Nous souhaitons que la lutte contre l'obésité, contre le diabète devienne une priorité absolue. À notre niveau, ici, la solidarité passe par la santé. Sinon, la crise financière et économique pourrait cacher une crise de société extrêmement grave. Alors, pour une fois, préparons l'avenir avec les Dunkerquois !

*Pierre Yana, Édith Varet et la liste « Dunkerque, demain, avec vous ».*  
Blog : pierre-yana.fr - Tél. 0610262605.

## ÉLUS « LE DÉFI DUNKERQUOIS »

### ➔ Accueillir les enfants : une nécessité

#### Que dit la loi ?

La loi prévoit qu'en cas de grève dans les écoles, les municipalités assurent un service minimum d'accueil des enfants.

#### Qu'a fait le maire ?

Il a décidé de ne pas respecter la loi : ce 7 octobre 2008, le service d'accueil minimum n'a pas été assuré. Comment justifier qu'un élu, de surcroît ancien ministre et préfet hors cadre, donne en exemple la désobéissance ? Comment dans ces conditions exiger des citoyens ordinaires le respect de la loi ?

#### La liberté s'arrête où commence celle des autres

Le droit de grève est légitime : quand le dialogue est rompu, il reste parfois le seul moyen de se faire entendre. Cela ne justifie cependant pas de mettre en difficulté des parents qui ne peuvent eux-mêmes aller au travail parce qu'il faut garder leur enfant chassé de l'école. En prévoyant le service minimum d'accueil des enfants, le législateur a concilié l'exercice du droit de grève et le service public de l'école. Ne pas avoir assuré ce service est une faute grave et nous espérons que le préfet rappellera au maire qu'il n'est pas au-dessus de la loi.

*Le Défi Dunkerquois - 10 rue Jean Bart - 59140 Dunkerque - http://defidunkerquois@gmail.com.*

## ÉLUS « LUTTE OUVRIÈRE »

### ➔ Crise : le monde du travail doit se défendre

La crise financière n'a pas mis longtemps à se propager à l'industrie. Les grandes firmes de l'industrie automobile, de la sidérurgie - qui ont fait, et font encore, des profits considérables - annoncent déjà des réductions de production et du nombre de jours travaillés, le renvoi des travailleurs intérimaires, des congés obligatoires et des suppressions de RTT.

Les capitalistes ont dilapidé les richesses créées par le travail dans une spéculation effrénée et ils veulent maintenant, avec l'aide des gouvernements, nous faire payer la note.

C'est pourquoi il est vital de s'opposer à l'aggravation du chômage en interdisant les licenciements et en imposant la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire.

Il est vital de préserver le pouvoir d'achat en imposant l'indexation automatique des salaires sur les prix.

Cela nécessite bien sûr que les travailleurs imposent leur contrôle sur les entreprises, leurs finances, leurs décisions, comme sur l'ensemble de l'économie.

*Pour contacter Jacques Volant : 06 13 56 19 78.*

## Permanences des adjoints

sur rendez-vous

### ◆ Hôtel de ville

- Alain Vanwaefelghem (Premier adjoint, finances) : 03 28 26 27 77.
- Gracienne Damman (Relations internationales) : 03 28 26 26 03.
- François Liber (Santé, prévention) : 03 28 26 26 05.
- Joëlle Crockey (Éducation, petite enfance) : 03 28 26 27 61.
- Marianne Nouveau (Culture, lecture publique) : 03 28 26 26 46.
- Vincent Leignel (Urbanisme) : 03 28 26 26 18.
- Marie-Noëlle Loger (Animation, Fêtes) : 03 28 26 27 21.
- Patrice Vergriete (Sports) : 03 28 26 25 19.
- Zoë Carré (Promotion de l'égalité et des Droits de l'Homme, lutte contre les discriminations) : 03 28 26 25 99.
- Claude Nicolet (Aide au développement) : 03 28 26 27 77.
- Anne-Marie Dubreucq (Qualité du Service public, observatoire du pouvoir d'achat) : 03 28 26 27 77.
- Daniel Lemang (Démocratie locale, débat de société, rapporteur du budget) : 03 28 62 70 28.

### ◆ Maison de l'Armateur

- 03 28 26 26 20 ou 03 28 26 26 22 ou 03 28 26 26 84.
- Marcel Lefèvre (Écologie urbaine, voirie et éclairage public).
- Wulfran Despicht (Logement, habitat, hygiène et salubrité, soutien aux associations à caractère social et humanitaire).
- Salim Draï (Nouvelles technologies de l'information et de la communication).
- Marie Fabre (Insertion).
- Philippe Waghemacker (Citoyenneté, affaires militaires, anciens combattants, sécurité publique).
- Jeanne Becquet (État civil, commissions de sécurité et d'accessibilité).
- Claudine Ducellier (Déplacements urbains).
- Jo Dairin (Affaires économiques et portuaires, professions libérales, artisanat et commerce).
- Karima Mahroug (Cultures urbaines).
- Bernard Dormaël (Jeunesse et vie étudiante, enseignement supérieur).
- Louardi Boughedada (Politique de la ville et rénovation urbaine).

### ◆ CCAS

- Fabrice Baert (Animation des personnes âgées) : 03 28 58 93 87.